

Les dispositifs de suivi et d'évaluation dont disposent les administrations publiques sont cruciaux pour améliorer la conception et la mise en œuvre des mesures adoptées en matière de transparence, de responsabilité et de participation des citoyens.

En l'absence de systèmes robustes de suivi et d'évaluation, les stratégies et initiatives liées au gouvernement ouvert ne peuvent remplir leurs promesses s'agissant de renforcer la démocratie et de favoriser une croissance inclusive. Or, l'ouverture de l'administration étant transversale par nature, il est très complexe d'en appréhender les incidences sur les divers secteurs. De plus, cela implique de bien comprendre comment les initiatives sectorielles s'articulent avec les objectifs plus généraux de la stratégie. Les pays se voient donc contraints de concevoir des solutions de suivi et d'évaluation permettant de démêler cette complexité.

La grande majorité des pays de l'OCDE (30 sur 35) assurent un suivi des initiatives liées au gouvernement ouvert. La plupart d'entre eux (77 %) s'appuient, à cette fin, sur les activités normales de suivi assurées par chacune des institutions publiques participant à ces initiatives. De plus, les membres du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) ont recours au mécanisme indépendant d'établissement de rapports (MIER) du PGO, ou à l'autoévaluation annuelle exigée dans le cadre du PGO. Un certain nombre de pays ont aussi recours à d'autres types de suivi, assurés dans le cadre d'une institution unique, d'un mécanisme *ad hoc* ou d'un service chargé du suivi de l'ensemble des initiatives liées au gouvernement ouvert. Ainsi, 9 des 30 pays de l'OCDE qui ont indiqué suivre les initiatives liées au gouvernement ouvert recourent à des mécanismes de suivi *ad hoc*. Ces mécanismes sont un Groupe d'appui à la mise en œuvre du gouvernement ouvert en Finlande et un Réseau sur le gouvernement ouvert au Royaume-Uni. En général, ces mécanismes *ad hoc* assurent un appui au service chargé du gouvernement ouvert en veillant à ce que tous les acteurs concernés, qu'ils soient issus du secteur public, de la société civile ou du secteur privé, contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et initiatives d'ouverture de l'administration. Si un suivi est essentiel à une bonne mise en œuvre, seule une évaluation exhaustive des incidences positives et négatives de la stratégie ou des initiatives liées au gouvernement ouvert peut permettre aux responsables publics d'améliorer les retombées des initiatives en cours, ainsi que la conception et la mise en œuvre des politiques futures.

Or, si la majorité des pays de l'OCDE recueillent des données sur l'état d'avancement des initiatives d'ouverture de l'administration, seuls la moitié d'entre eux environ (20 pays sur 34) utilisent ces données pour évaluer l'impact de ces initiatives et, parmi les pays évaluant cet impact et pour lesquels on dispose de données, 16 sur 19 s'appuient sur les activités normales d'évaluation de chaque institution

publique. Les ONG participent au processus d'évaluation dans 5 des 19 pays de l'OCDE qui ont précisé l'approche qu'ils suivaient pour évaluer l'impact : le Canada, l'Espagne, les États-Unis, le Mexique et la République tchèque. À l'image des solutions choisies pour assurer le suivi des initiatives liées au gouvernement ouvert, tous les pays membres de l'OCDE et du PGO qui évaluent l'impact de ces initiatives recourent au mécanisme indépendant d'établissement de rapports et aux rapports d'autoévaluation prévus par le PGO. Le manque de données probantes sur l'impact des stratégies et initiatives d'ouverture de l'administration entrave la conception et la mise en œuvre par les pays de stratégies ciblant mieux les besoins recensés par les parties prenantes comme par les citoyens.

Méthodologie et définitions

En 2015, l'OCDE a réalisé une Enquête sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, et 54 pays y ont répondu : l'ensemble des pays de l'OCDE, treize pays de la région Amérique latine-Caraïbes, l'Indonésie, la Lituanie, le Maroc, les Philippines, la Roumanie et la Tunisie. Les réponses à l'Enquête ont été fournies par de hauts fonctionnaires chargés du programme national de gouvernement ouvert.

Les mécanismes *ad hoc* peuvent revêtir différentes formes selon les pays de l'OCDE. En fonction de leur ancrage institutionnel et de leur mandat, ils peuvent assurer des tâches de suivi, d'évaluation ou de coordination, et revêtir la forme d'un Comité directeur sur le gouvernement ouvert, d'un Groupe d'appui à la mise en œuvre du gouvernement ouvert ou encore d'un Réseau sur le gouvernement ouvert, entre autres.

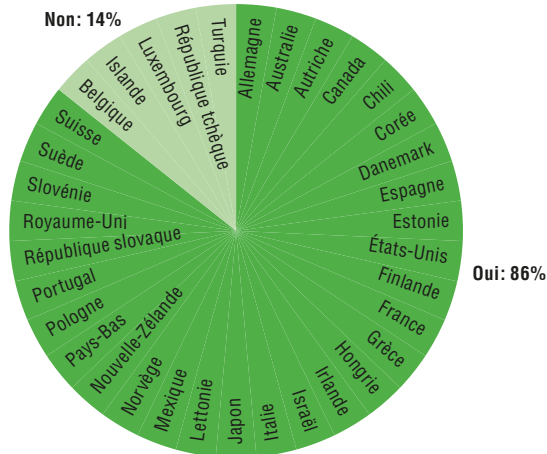
Pour en savoir plus

OCDE (2016), *Gouvernement ouvert : contexte mondial et perspectives* (à paraître), Éditions OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268104-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

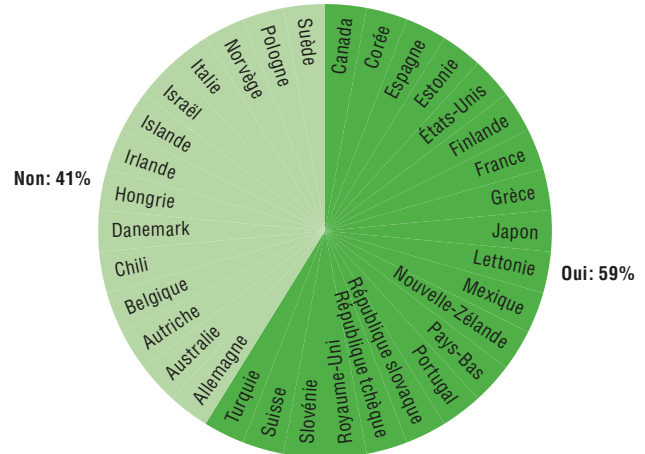
10.6. Suivi des initiatives d'ouverture de l'administration (2015)



Source : Enquête de l'OCDE sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539686>

10.7. Évaluation de l'impact des initiatives d'ouverture de l'administration (2015)



Source : Enquête de l'OCDE sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539705>

10.8. Méthodes employées pour évaluer l'impact des initiatives d'ouverture de l'administration (2015)

Pays	Dispositifs d'évaluation de l'impact des initiatives d'ouverture de l'administration							
	Mécanisme ad hoc d'évaluation axé sur les impacts	Activités normales d'évaluation de chaque institution publique participant à la stratégie d'ouverture de l'administration	Enquêtes auprès des citoyens et des parties prenantes	Enquêtes auprès des agents publics	Études réalisées par les pouvoirs publics sur l'impact des initiatives d'ouverture de l'administration sur certains domaines	Évaluations indépendantes réalisées par des ONG	Évaluations indépendantes réalisées par des entreprises privées	Évaluations dans le cadre du PGO (autoévaluations et mécanisme indépendant d'établissement de rapports)
Canada	○	○	○	○	○	●	○	●
Corée	○	●	○	○	○	○	○	●
Espagne	○	●	●	○	●	●	●	●
Estonie	○	●	●	○	○	○	○	●
États-Unis	○	●	○	○	○	●	○	●
Finlande	○	●	○	●	○	○	○	●
France	●	●	○	○	○	○	○	●
Grèce	●	●	●	●	●	○	○	●
Japon	○	○	●	○	○	○	○	○
Lettonie	○	●	○	○	○	○	○	●
Mexique	●	●	○	●	○	●	○	●
Nouvelle-Zélande	○	●	○	○	○	○	○	●
Pays-Bas	○	●	○	○	○	○	○	●
Portugal	○	●	○	○	○	○	○	○
République slovaque	○	●	○	○	○	○	○	●
République tchèque	○	●	●	○	○	●	○	●
Royaume-Uni	○	●	○	○	○	○	○	●
Slovénie	○	●	○	○	○	○	○	○
Suisse	●	○	○	○	○	○	○	○
Total OCDE	4	16	5	3	2	5	1	15
Oui	●							
Non	○							

Source : Enquête de l'OCDE sur la coordination de l'ouverture de l'administration et l'association des citoyens au cycle de l'action publique, 2015.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539724>

